Les femmes sont en première ligne

Partage international nº 389 – Février 2021

par Phumzile Mlambo-Ngcuka

La pandémie a provoqué une crise qui va bien au-delà de la santé, remettant en question des aspects fondamentaux de la manière dont nous avons organisé nos structures sociales et économiques. Elle a amplifié les inégalités existant dans nos sociétés, exposant des millions de femmes à un risque accru de contamination, de violence, de sinistre économique et de pauvreté, menaçant d'annuler des progrès durement acquis en matière d'égalité des sexes. Les femmes gagnent moins, épargnent moins, occupent des emplois moins stables et sont plus susceptibles de travailler dans le secteur informel avec moins de protections sociales. La baisse attendue du taux de pauvreté des femmes n'aura pas lieu. On s'attend désormais à une augmentation de 9,1 % en raison des retombées de la pandémie. J'appelle les dirigeants du G7 à reconnaître explicitement ce fait et à veiller à ce que leur réponse à la crise remédie délibérément, fermement et durablement à ces inégalités de longue date.

La question économique

Début 2021, environ 435 millions de femmes et de filles vivront dans l'extrême pauvreté avec moins de 1,90 dollar par jour – dont 47 millions seront poussées dans la pauvreté à cause de la Covid-19. Les fermetures et les mesures de restriction ont empêché les femmes de gagner leur vie, ce qui affecte particulièrement les 740 millions de femmes dans le monde qui ont des emplois non déclarés et précaires, lesquels sous-tendent largement l'économie officielle. Dans l'ensemble, l'emploi des femmes est 19 % plus menacé que celui des hommes, et si la pandémie aura un impact sur la pauvreté mondiale en général, les femmes en âge de procréer seront touchées de manière disproportionnée.

Les programmes de relance budgétaire doivent être orientés vers les femmes, par exemple en élargissant la portée et les niveaux de prestations des programmes d'aide sociale tels que les versements en espèces et les pensions de retraite. Il faut aider les femmes de l'économie informelle à accéder aux versements en espèces ou aux indemnités chômage, en particulier celles qui n'ont pas accès aux services bancaires. Les mesures de sauvetage et de soutien devraient inclure les micro et petites entreprises (où les femmes entrepreneurs sont relativement plus représentées), avec des allègements fiscaux pour les entreprises appartenant à des femmes et un soutien aux entreprises féminines dans les chaînes d'approvisionnement.

Soins non rémunérés

Déjà, avant que la pandémie n'ajoute l'enseignement et les soins aux tâches ménagères des femmes, celles-ci effectuaient en moyenne le triple du travail de soins des hommes, avec peu de temps pour gagner leur vie. Avec la fermeture des écoles et des lieux de travail, qui a obligé tant de familles à rester à la maison, le rôle non rémunéré des femmes dans le maintien des soins et des travaux domestiques n'a jamais été aussi manifeste. Des mesures immédiates sont nécessaires pour empêcher l'annulation des progrès réalisés en matière d'égalité des sexes au cours des dernières décennies, notamment en ce qui concerne la participation des femmes au marché du travail. Les dirigeants du G7 peuvent reconnaître le rôle vital pour l'économie structurée des tâches d'assistance non rémunérées, en revalorisant les programmes de garde d'enfants et par certaines mesures de relance économiques. Ils s'attaqueraient ainsi aux déséquilibres flagrants de la répartition du travail non rémunéré entre les sexes.

Menaces pour la santé

Dans le monde entier, les femmes représentent 70 % de la main-d'œuvre en première ligne dans le secteur de la santé et des services sociaux. Ce sont les médecins, les infirmières, les sages-femmes, les femmes de ménage et les blanchisseuses qui travaillent en pleine tempête pour soigner les malades et assurer la sécurité des communautés, souvent dans les emplois les moins bien payés. Les communautés pauvres et marginalisées sont plus vulnérables à la Covid, mais ont moins accès aux soins. Avec des systèmes de santé au bord de la rupture, toutes les femmes, en particulier celles qui sont déjà marginalisées, risquent de ne pas avoir accès aux soins médicaux essentiels, notamment aux services de santé sexuelle et reproductive ainsi qu'aux soins psychologiques. Les dirigeants du G7 doivent tenir compte de ces facteurs différentiels, donner la priorité aux besoins et à la protection des

femmes travaillant dans le domaine de la santé et des services sociaux, et protéger tous les services de santé essentiels, y compris les soins prénataux et le planning familial.



Photo : Javed Anees, CC0, via Wikimedia Commons
Les femmes représentent 70 % de la main-d'œuvre en première ligne dans le secteur de la santé et des services sociaux.

La fracture numérique entre les sexes

Il faut veiller à ce que la fracture numérique n'aggrave pas les inégalités existantes alors que les services gouvernementaux et l'éducation passent aux plateformes en ligne. Près de la moitié de la population mondiale n'est pas encore connectée, les filles, les femmes et d'autres groupes marginalisés étant parmi les moins susceptibles d'avoir accès à la technologie.

Les programmes essentiels de transferts d'argent mis en œuvre en temps de crise ne peuvent pas atteindre les femmes qui n'ont pas d'accès en ligne lorsque ces paiements sont effectués sous forme de transactions numériques. Les filles ne peuvent pas terminer leur scolarité si elles n'ont pas accès à internet. Un accès abordable à internet doit être à la base des solutions numériques.

La violence contre les femmes

Partout dans le monde, les autorités gouvernementales, les militants des droits des femmes et les partenaires de la société civile ont fait état d'un nombre croissant de cas de violence domestique pendant la crise et d'une demande accrue d'abris d'urgence. La violence dans les espaces publics et la cyber-violence visant les femmes et les filles sont également en augmentation. La perturbation des services sociaux, de police et de justice aggrave les retards et les difficultés d'accès à l'aide.

La prévention et la réparation de la violence à l'égard des femmes doivent être des éléments clés des plans d'intervention nationaux, notamment en désignant de toute urgence les refuges et les lignes d'assistance téléphonique pour les femmes comme des services essentiels dotés de ressources accrues, en sensibilisant et en maintenant les services de police et de justice, et en intensifiant les campagnes de sensibilisation, notamment en ciblant les rôles domestiques des hommes.

En intégrant une réponse forte et différenciée selon les sexes à la pandémie dans chaque plan d'action national, chaque plan de relance et chaque budget, les dirigeants du G7 ont l'occasion de contribuer à la création de sociétés inclusives, égalitaires et plus résistantes dont nous avons besoin, non seulement pour atténuer l'impact de la pandémie, mais aussi pour reconstruire en mieux.

Auteur : Phumzile Mlambo-Ngcuka, femme politique sud-africaine et fonctionnaire des Nations unies, actuellement directrice exécutive de Onu Femmes et secrétaire générale adjointe des Nations unies.
Sources : unwomen.org. Reproduit avec autorisation. Publié à l'origine dans G7 USA : L'année virtuelle 2020
Thématiques : Société
Rubrique : Divers